

Pour RADIO-SILENCE

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°34

« CHÈQUES SANS PROVISION !... »

1) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE : ECO 1,

Nous apprîmes ce fameux Mercredi 16 Juin 2010, que « *Nicolas SARKOZY a tranché !* », Eric WOERTH, excellence du régime, informa le « peuple » via les micros de tous les « médias », gourmands de fadaïses, que la « réforme » était décidée. La grande réforme consiste en un report de 60 à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite en... 2018.

Je ne sais pas quel effet cela vous a fait, mais moi je me suis marré ! Vous parlez d'une grande réforme ! **Le régime politique continue de fixer l'âge où la retraite pleine de la Sécurité Sociale sera payée.** Moi j'attendais une vraie REFORME qui aurait dépossédé le Gouvernement de ce droit et laissé aux gens le choix au vu de leur tableau de bord personnel. De plus, ce report de deux ans n'est pas vraiment transcendant, d'autant qu'il est prévu un étalement sur 8 ans de la mise en place afin de la rendre aussi indolore que possible. En somme, voilà un traitement homéopathique à l'autre bout de la galaxie de l'existence d'une vraie « réforme ». L'abus du mot est évident. La montagne a accouché d'une souris...

On sourit, tellement c'était attendu, d'apprendre, dans la foulée, que les retraites des fonctionnaires ne sont pas « réformées » ce qui confirme que le régime politique qui écrase la France les considère éternellement comme irréformables ! Ils continueront à toucher à la retraite un traitement en rapport avec les six derniers mois de leurs traitements d'active. Ouf, on a eu peur...

Alors, conformément à mon habitude, que vous avez certainement déjà identifiée, je vais aller complètement à contre-courant de tout le monde :

Tout le monde vitupère sur les privilèges des fonctionnaires, accordés par d'autres fonctionnaires dont le régime politique est gorgé et dont les éminences grises de l'Education Nationale peuplèrent l'Assemblée Nationale en 1981, les fameux « barbus »...

Eh ! Bien, je vais aller dans le sens totalitaire jusqu'au bout. A Etat totalitaire, décisions totalitaires ! Puisque tout le monde doit être identiquement traité, traitons donc tout le monde comme les fonctionnaires. Dès lors, tout le monde roulera en 1^{ère} Classe... Puisque les fonctionnaires partent à la retraite sur la base des six derniers mois de traitements, versons à tous les retraités du privé, quels qu'ils soient, une retraite basée sur les six meilleurs mois de leur vie active, puisque les fonctionnaires avancent à l'ancienneté et que leurs six derniers mois d'actifs sont généralement les plus hauts revenus de leurs vies. L'Etat paiera. L'Etat doit payer puisque que sa Loi Fondamentale est l'égalité et la Fraternité entre tous les « citoyens ». L'Etat doit montrer l'exemple du « comportement citoyen » qu'il attend quotidiennement des autres, n'est-ce pas ! ? L'Etat qui tolère comme normal que les élus parisiens aient une retraite exempte de cotisations sociales et d'impôts, double de celle des fonctionnaires, un comble...

Alors faites vos calculs personnels.

Par exemple, ma meilleure année est 1981 et mes meilleurs six mois consécutifs m'ont permis de recevoir 360.000 FF de salaires de cadre sup, soit 60.000 FF par mois. L'Etat doit donc faire une loi qui obligera la sécurité sociale, l'ARRCO et l'AGIRC cumulés à me verser une rente de 10.000 Euros par mois, de plus actualisée en 2011, c'est-à-dire plus du double. Voilà ce qui s'appelle de la vraie justice totalitaire. L'Etat se débrouillera avec les montages bidons en vigueur avec les banques depuis 1985 et surtout depuis 2008, un peu plus, un peu moins, autant que cela serve aux gens et pas seulement aux « traders » et autres « footballeurs »...

Ah ! Que voilà enfin la VRAIE REFORME, la GRANDE REFORME attendue ! Au lieu de 693 euros mensuels mes revenus en retraite vont atteindre un traitement de ministre actuel. **Un chèque sans provision de plus ou de moins, au point où nous en sommes, autant que nous en profitons aussi !... NON ! ?**

2) Dans 1' ACTUALITE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE : ECO 2

Il semble que la « Méga-Commande » de 32 AIRBUS A380 annoncée à forts sons de cornes de brume de paquebot intercontinental, et analysée dans mon précédent travail d'il y a 15 jours, n'ait jamais été réellement formalisée...

La Tribune de Lundi 28 Juin 2010, avant-hier, titre : « **Gros client d'Airbus et de BOEING, DUBAÏ AEROSPACE reverrait ses commandes à la baisse** ». Avec ce régime sarkozien qui ne fonctionne qu'aux effets d'annonces, je m'en doutais un peu... Pourquoi en parle-je ici dans la partie financière ? Parce que c'est bien un problème de financement, la Tribune ajoute en chapeau : « *En raison des difficultés financières de l'Emirat de DUBAÏ, le Holding DUBAÏ AEROSPACE ENTERPRISE (DAE) serait en train de renégocier ses 220 commandes passées auprès d'AIRBUS et BOEING. La « Crise » financière du début de l'année aurait laissé des traces dans le secteur aéronautique notamment. L'Emirat aurait décidé de recentrer ses investissements sur sa compagnie nationale « EMIRATES » et le futur aéroport international, au détriment des activités de DAE* ».

Et le « Pot aux roses » est alors dévoilé par La Tribune sourcée sur LES ECHOS : « *La Méga-commande par Emirates de 32 AIRBUS A380, annoncée de façon fracassante début Juin lors du salon de Berlin, participerait en fait des négociations en cours pour transformer une partie des commandes de DAE en avions supplémentaires achetés à BOEING au prochain Salon de FARNBOROUGH en Juillet* » ! On note que le principal actionnaire de DAE est aussi le Président de la Cie EMIRATES : Sheikh Ahmed Bin Saeed Al Maktoum. **Encore un « Sheikh » sans provision pour AIRBUS ?**

3) Dans 1' ACTUALITE ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE : ECO 3 **ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM**

Je n'ai pas encore finalisé mon travail, qui est lourd, car les données brutes deviennent difficiles à localiser, sur la situation agrégée de l'Eurosystème, je vous prie de m'en excuser.

Je puis cependant extraire des derniers communiqués reçus de la BDF quelques données, synthétisées pour vous, concernant la situation :

Il semble bien, en rythme annuel, que le « système bancaire » voit ses engagements diminuer sur monnaie-crédit. Les engagements monétaires des IFM frses vis-à-vis des résidents en Mai voient leur croissance maintenue mais moins forte, infléchie de -3,4 % ... L'augmentation des dépôts fléchit aussi à « seulement » +9,4% contre +11,6% . L'érosion des instruments négociables s'approfondit à -16,2 % affectant les prises en pensions et les OPCVM monétaires à -15,1 %. Le tout se traduit par une nouvelle baisse de la contribution française à M3, consolidée avec les 13 autres membres de l'EUROLAND.

Dans le même temps, une légère reprise des crédits aux SNF et aux ménages semble enrayer mais fort peu l'ensemble de la contraction générale de M3.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire la dernière fois, je ne considère pas cette évolution comme négative mais comme positive pour l'économie générale, laquelle semble vouloir, de gré ou de force, échapper un peu aux banques et à leurs crédits spoliants. Mais cette évolution reste cependant préoccupante car il va bien falloir sauter le fossé creusé par les prélèvements étrangers et étatiques comme para-étatiques sur le marché primaire des capitaux. L'endettement à l'étranger des SNF risque fort de grossir et il faudra suivre la forme qu'il prendra : crédits ou bien investissements étrangers en France ? **Dans les deux formules, ce sera à tous les coups sur des chèques sans provision du système oligarchique et financier, tirés sur le trou sans fonds de l'Anti-monnaie mondiale...**

LMDM